

Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

Avril 1988
Vol. 8 n° 4

April 1988
Vol. 8 No. 4

Canada



Bulletin sur l'insolvabilité

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Avril 1988
Vol. 8 n° 4

Insolvency Bulletin

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

April 1988
Vol. 8 No. 4



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada



Table des matières

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Avis -Licence de syndic - Examen écrit 1988	5
Avis - Annuaire de syndics - 1988	6
Brochure sur la faillite personnelle.....	7
Les coûts cachés de la faillite personnelle par John McQueen.....	8
Les Licences de syndic de faillite par Elena Miller	14
Statistiques	19
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites.....	31
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse.....	33

Table of Contents

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

Notice -Trustee Licensing - 1988 Written Examination.....	5
Notice - Directory of Trustees - 1988	6
Phamplet on Consumer Bankruptcy	7
The Hidden Costs of Personal Bankruptcy By John McQueen	8
Trustee in Bankruptcy Licences By Elena Miller	14
Statistics	19
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	31
Notice to Publisher of Change of Address	33

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massûe-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4760
1-819-997-3825

**AVIS
LICENCE DE SYNDIC
EXAMEN ECRIT 1988**

**NOTICE
TRUSTEE LICENSING
1988 WRITTEN EXAMINATION**

L'examen écrit du Conseil canadien d'insolvabilité se tiendra les 8 et 9 septembre 1988.

Conformément à l'entente conclue le 10 septembre 1985 (voir notre Bulletin d'octobre 1985), le Surintendant des faillites collabore à la préparation de l'examen, qui sert à deux fins: le Conseil l'utilise pour déterminer l'admissibilité de ses membres tandis que le Surintendant des faillites y recourt dans le cadre du processus d'octroi de licences afin de déterminer les candidats invités à se présenter devant le jury d'examen.

Cet examen écrit est divisé en deux parties d'une durée de trois heures chacune: la première aura lieu le 8 septembre suivie de la seconde le 9 septembre 1988.

Le 8 juillet 1988 est la date limite pour les inscriptions.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec Mme Rachel Bérard, agente des licences de syndic, à Ottawa-Hull, K1A 0C9, au numéro de téléphone (819) 997-2044.

The Canadian Insolvency Association will be holding its 1988 written examination on September 8th and 9th, 1988.

According to the agreement entered into on September 10th, 1985 (see the October 1985 issue of the Bulletin), the Superintendent of Bankruptcy will be participating in the preparation of this examination which serves two purposes: the Association uses it to determine eligibility for its general membership while the Superintendent of Bankruptcy uses it as part of his licensing process to determine which candidates will be invited to appear before the Oral Board of Examiners.

The written examination will be comprised of two parts of three hours each, that is Part I being written on September 8th, 1988 and Part II on September 9th, 1988.

The deadline for registration is July 8th, 1988.

More information regarding the 1988 examination can be obtained by contacting Mrs. Rachel Bérard, Trustee Licensing Officer, Ottawa-Hull, K1A 0C9 at (819) 997-2044.

**AVIS
ANNUAIRE DES SYNDICS - 1988**

**NOTICE
DIRECTORY OF TRUSTEES - 1988**

Nous désirons informer nos lecteurs qu'il est possible de se procurer un annuaire de toutes les personnes détenant une licence de syndic au Canada.

Cet annuaire regroupe les syndics licenciés par districts de faillite et fournit des renseignements sur le nom, l'adresse, la firme et le numéro de téléphone tels qu'ils étaient connus du Surintendant au moment du dernier renouvellement des licences.

L'annuaire comprend également le nom des personnes ayant obtenu une licence de syndic, suite aux dernières séances des jurys d'examen.

Le groupe des licences, qui a préparé cet annuaire, rappelle aux syndics que les renseignements qu'on y trouve sont utilisés pour toutes les communications entre le Bureau du Surintendant et les syndics (renouvellement de licence, correspondance générale, distribution du Bulletin sur l'insolvabilité, distribution des Directives, etc...), et qu'il est de la plus haute importance que tout changement de firme, adresse ou numéro de téléphone soit porté immédiatement à notre attention.

On peut se procurer des copies de l'annuaire et faire parvenir les avis de changements à l'adresse suivante:

Groupe des licences
Bureau du Surintendant des faillites
Consommation et Corporations Canada
Place du Portage, Phase II
Niveau commercial II
165, rue Hôtel de Ville
Hull (Québec)
K1A 0C9

We wish to inform our readers that it is possible to obtain a directory of all persons licensed as trustees under the Bankruptcy Act.

This directory identifies the licensed trustees for each bankruptcy district and provides information as to the name, address, firm and phone number as known to the Superintendent of Bankruptcy, following the latest renewal of licences.

The directory also contains the name of individuals who have been granted a trustee licence following the last Board of Examination.

The licensing group, which has made this directory, reminds trustees that the information contained therein is used for all communications between the Office and trustees (such as renewal of licences, general correspondence, distribution of Directives, distribution of the Insolvency Bulletin, etc...), and that it is most important that any changes with respect to the firm, address or phone number be brought immediately to our attention.

Copies of the directory may be obtained and changes may be made by writing to the following address:

Licensing Group
Office of the Superintendent of Bankruptcy
Consumer & Corporate Affairs Canada
Place du Portage, Phase II
Commercial Level II
165 Hôtel de Ville Street
HULL, Quebec.
K1A 0C9

BROCHURE SUR LA FAILLITE PERSONNELLE

PHAMPLET ON CONSUMER BANKRUPTCY

Le comité conjoint des politiques et des pratiques dans l'administration des actifs de faillites (CCF) en collaboration avec la Direction des communications du Ministère de la consommation et des corporations a publié un livret intitulé "Si vous envisagez la faillite personnelle ..."

Ce livret vise à orienter le consommateur qui considère l'option d'une faillite non commerciale. La table des matières comprend:

Quelques signes avant-coureurs
Solutions possibles
Où chercher de l'aide?
Soyez vigilant
Qui est informé?
Les intervenants
A titre de renseignement
Répercussions d'une faillite sur votre emploi
Libération du failli
Décision du tribunal
Guide détaillé des diverses démarches officielles
Annexe I - Loi sur la faillite
II - Guide d'information et formulaire de renseignements financiers sur le débiteur

Le Surintendant des faillites désire encourager les syndicats, les conseillers de crédit ainsi que les autres associations intéressées, à distribuer cette brochure, et ce plus particulièrement aux consommateurs qui sont aux prises avec une situation financière difficile.

Pour obtenir gratuitement des copies de la présente publication, veuillez vous adresser à:

Consommation et Corporations Canada
Direction des communications
Ottawa (Ontario)
K1A 0C9

The Joint Committee on Bankruptcy Estate Policy and Practice (JCB) working in collaboration with the Communications Branch of the Department of Consumer and Corporate Affairs has published a booklet entitled "Are You Heading for Consumer Bankruptcy?"

The booklet is intended to help consumers who are considering the option of a consumer bankruptcy. The table of contents include:

Recognize the Danger Signals
Possible Solutions
Where to Go
Read Before You Sign
Who is Notified
The Participants
What You Should Know
How Does Bankruptcy Affect Employment?
Going to Court
Court Decision
A Step-by-Step Guide to the Legal Process
Appendix I - Excerpts from the Bankruptcy Act
II - Debtor's Financial Information:
Form and Guide

The Superintendent of Bankruptcy would like to encourage trustees, credit counsellors and other interested associations to distribute this booklet particularly to consumer debtors having financial difficulties.

Copies of this publication can be obtained, free of charge, from:

Consumer and Corporate Affairs Canada
Communications Branch
Ottawa, Ontario
K1A 0C9

LES COÛTS CACHÉS DE LA FAILLITE PERSONNELLE*

THE HIDDEN COSTS OF PERSONAL BANKRUPTCY*

par John McQueen**

Les données statistiques sur les dommages personnels et sociaux cachés que provoque la faillite personnelle sont, autant que je puisse en juger, quasi inexistantes. C'est là un domaine que notre Association et moi avons été lents à examiner comme il se doit, en grande partie parce que nous nous sommes surtout préoccupés depuis la fondation de notre Association en 1983, à faire des représentations à l'égard de la nouvelle loi.

La correspondance que nous avons reçue au sujet des expériences de faillite personnelle a toujours peint un tableau tellement morne de la misère de chaque failli que je n'ai jamais, pour ma part, ressenti le besoin de tenter d'en quantifier les coûts personnels et sociaux.

Toutefois, nous avons récemment complété deux petites études qui, bien qu'imparfaites de plusieurs façons, ont au moins l'avantage de constituer une base empirique quelconque digne d'examen. Je vais décrire chaque étude, en donner les résultats et examiner ces derniers. Enfin, je tenterai de tirer quelques points généraux.

Première étude

Nous avons complété cette étude en juin 1986. Nous avons choisi aux fins de l'analyse un échantillon pris au hasard de cent longues lettres envoyées à l'Association. Nous recherchions des traumatismes bien reconnus qui semblaient être liés aux expériences individuelles de faillite personnelle.

By John McQueen**

Statistical information on the hidden personal and social damage caused by personal bankruptcy - so far as I can ascertain - is virtually non-existent. This is an area that I and our Association have been very slow to look at properly, largely because we have been more concerned in lobbying over the new Insolvency Act since our foundation in 1983.

The correspondence received about the experience of personal bankrupts has always painted such an overwhelmingly bleak picture of individual misery that, from my own point of view, I have never felt the need to try to quantify the personal and social costs.

Recently, however, we have completed two small surveys which though they may be flawed in several ways, at least represent some sort of empirical base worthy of some discussion. I shall describe each survey in turn, lay out the results and discuss them. Finally I shall try to draw out some overall points.

Survey One

This was completed in June 1986. A random sample of a hundred lengthy letters written to the Association were selected for analysis on the basis of searching for well accepted life traumas that appeared to be connected with the individual experiences of personal bankruptcy.

* Cet article a été publié dans le numéro de mai-juin 1987 du Journal of Insolvency Law and Practice, d'Angleterre.

** M. McQueen est secrétaire de l'Association of Bankrupts en Angleterre.

* This article was published in the May/June 1987 issue of the Journal of Insolvency Law and Practice, in England.

** Mr. McQueen is secretary of the Association of Bankrupts in England.

Selon les cent lettres examinées, il semble que les pourcentages suivants de faillis aient connu ces traumatismes:

Expérience traumatisante	Pourcentage de faillis l'ayant vécue
Divorce	62
Décès du conjoint, d'un enfant ou d'un parent	8
Perte de sa maison	86
Maladie physique et (ou) mentale	36
Perte de son emploi	92

Examen des résultats de la première étude

L'échantillon, composé de cent lettres, était assez considérable. Toutefois, nous n'avons choisi que les longues lettres. Il est probable que cela ne donne pas un aperçu exact de la situation globale, puisqu'en toute probabilité, seuls les faillis qui avaient connu des expériences particulièrement traumatisantes auraient écrit aussi longuement.

Cependant, l'étude donne probablement un aperçu assez juste de l'expérience des faillis qui ont le plus souffert, peut-être les dix à vingt pour cent les plus éprouvés. La situation qui se dégage pour ce groupe est renversante: taux extrêmement élevés de divorce, de perte d'emploi et de perte du foyer conjugal découlant de la faillite. Bien que l'analyse ait été plutôt simpliste, elle n'en révélait pas moins une expérience extrêmement pénible.

Deuxième étude

Pour cette étude, complétée en mai 1987, nous avons envoyé des questionnaires aux 270 membres de l'Association. Soixante-huit membres faillis ont rempli leur questionnaire et l'ont envoyé à l'Association. Bien que le nombre de réponses reçues ait été inférieur, la valeur empirique de cette deuxième étude est probablement de beaucoup supérieure à la première. En comparant la répartition des membres de l'Association par groupes d'ouvriers et de professionnels, on constate que les pourcentages correspondent à peu près aux pourcentages

From the hundred letters examined it transpired that the following percentages of bankrupts had experienced the life traumas listed.

Life trauma	Percentage experiencing
Divorce	62
Death of spouse, child or parent	8
Losing one's home	86
Physical/mental illness	36
Losing one's job	92

Discussion of Survey One

The sample was a reasonably large one, a hundred. However, only those letters were selected that were written at length. This was likely not to give an accurate view of the overall position as it would be likely that it would be only those bankrupts who had suffered particularly traumatic experiences who would write at such length.

The survey, however, almost certainly gives a fair view of that portion of personal bankrupts who suffer particularly badly, perhaps the worst off ten to twenty per cent. The picture that emerges in this group is fairly shattering, showing an extremely high rate of associated divorce, job loss and loss of the marital home. Even though the analysis was fairly simplistic nonetheless a very harrowing panorama emerged.

Survey Two

This was completed in May 1987. Questionnaires were sent to all 270 members of the Association. Sixty-eight of these were returned from bankrupt members. Though the sample was smaller by number its empirical value is almost certainly much greater. A comparison of the membership of the Association of Bankrupts by trade and professional groups equates roughly with national figures by percentage terms, though there is a slight imbalance in that the Association attracts a higher percentage of personal bankrupts in professional groups such as accountants

nationaux, sauf que l'Association attire un pourcentage plus élevé de faillis provenant des groupes professionnels, comme des comptables et des avocats. Par conséquent, même si cette étude ne permet pas de tirer des conclusions définitives, elle donne sans aucun doute un aperçu de la situation qui ressemblerait de près à celui que pourrait donner une étude sociologique officielle, si l'on décidait un jour de mener une telle étude.

Le questionnaire demandait aux faillis d'indiquer, parmi les expériences traumatisantes énumérées, celles qu'ils avaient vécues, le cas échéant, à l'époque de leur faillite. Cette étude a donné un aperçu tout à fait différent mais beaucoup plus intéressant des choses. En voici les résultats:

Expérience traumatisante	Pourcentage de faillis l'ayant vécue
Divorce	15
Perte de sa maison	56
Perte de son emploi ou de son gagne-pain	59
Maladie physique et (ou) mentale	62

Pour cette étude, nous avons poussé l'analyse pour obtenir une indication du nombre d'expériences traumatisantes différentes qu'avaient vécues chaque failli. Suivent les résultats:

Nombre d'expérience traumatisantes vécues	Pourcentage des faillis de l'échantillon l'ayant vécue
Aucune	8
Une	23
Deux	41
Trois	20
Quatre	5

and solicitors. Therefore though this survey is by no means definitive, it would no doubt come close to any picture that might emerge from a proper sociological survey - if any such survey is ever made.

On this survey bankrupts were asked particularly to indicate against a list of life traumas if they had experienced any of these in association with their bankruptcies. A completely different, but far more interesting picture emerged. The results were as follows:

Life trauma	Percentage experiencing
Divorce	15
Losing one's home	56
Losing one's job or livelihood	59
Physical/mental illness	62

Further analysis was completed in this case to give an indication of the numbers of different traumas that affected individual bankrupts. The results of this were as follows:

Number of listed traumas experienced	Percentage of sample experiencing
None	8
One	23
Two	41
Three	20
Four	5

De plus, 68% des faillis ont mentionné d'autres expériences traumatisantes ne figurant pas sur la liste dans notre questionnaire. Celles-ci allaient des sentiments d'humiliation extrême à la tentative de suicide.

Les résultats mêmes sont extrêmement intéressants, en plus de permettre une comparaison utile avec ceux de la première étude.

Le taux de divorce est considérablement inférieur à celui de la première étude. Cela semble donner du poids à ce que je soupçonnais déjà, à savoir que la première étude indique à tort un pourcentage élevé de faillis qui ont connu des traumatismes émotifs particulièrement pénibles comme un divorce. Il n'en demeure pas moins que la différence en moins est très considérable et va à l'encontre de l'impression que notre Association s'était faite avec le temps, à savoir que le taux de divorce est beaucoup plus élevé parmi les faillis que ne l'indiquent les résultats. On ne peut donc tirer aucune conclusion ferme sur le taux réel de divorce lié à la faillite.

Pour la deuxième étude, nous avons décidé qu'il ne convenait pas de poser directement la question relative au décès du conjoint, d'un enfant ou d'un parent et l'avons donc exclue du questionnaire.

Cinquante-six pour cent de tous les faillis ont perdu leur maison familiale. Un certain nombre de faillis louaient leur logement et n'ont donc pas connu ce traumatisme particulier. Toutefois, un autre 12% des faillis de l'échantillon n'étaient pas sûrs s'ils pourraient garder leur maison familiale, soit parce que les négociations se poursuivaient avec les syndic ou que les conjoints tentaient de trouver des fonds. Les résultats sont compatibles avec l'avis global de l'Association, à savoir que la majorité des faillis finissent par perdre leur maison familiale.

Un pourcentage semblable de faillis, soit 59%, ont perdu leur emploi ou leur gagne-pain. Il va sans dire que dans un grand nombre de cas, cela découlait de l'arrêt de travail autonome par suite de la perte de l'entreprise. Mais nombre de professionnels, comme des avocats et des comptables, ont dû quitter leur emploi. Ce chiffre est peut-être plus bas que nous l'aurions prévu, mais pourrait néanmoins se rapprocher de la vérité.

Le chiffre peut-être le plus surprenant a été le très haut pourcentage de faillis, soit 62%, qui ont dit avoir souffert d'une maladie physique ou mentale liée à leur

In addition 68% of bankrupts made reference to some other trauma not specifically listed on our questionnaire. These ranged from feelings of extreme humiliation to attempted suicide.

These results are extremely interesting in themselves, as well as making for an interesting comparison with the first survey.

The divorce rate has dropped considerably. This would indicate what I originally suspected which is that the first survey is flawed by a high percentage of bankrupts who have experienced particularly emotional traumas such as divorce. Even so, the drop was very great and does not fit in with the day-to-day impression that our Association has gained that the associated divorce rate is much higher generally amongst bankrupts than indicated here. The question of the true divorce rate associated with bankruptcy therefore remains wide open.

In the second survey the reference to the death of a spouse, child or parent was deleted as being inappropriate to ask directly.

Loss of the family home was experienced by 56% of all personal bankrupts. A number of bankrupts were in rented accommodation and therefore did not suffer this particular trauma. However, a further 12% of the sample were unsure as to whether they would be able to keep on their family homes, being in negotiation with trustees or with spouses trying to raise funds. The results tie in with the overall view of the Association that the majority of personal bankrupts end up losing their family home.

A similar percentage of bankrupts, 59%, lost their job or livelihood. In a large number of cases, of course, this was a result of the end of self employment as a result of the business ending. But numbers of professional people such as solicitors and accountants had to leave their jobs. This figure is perhaps lower than we would have expected but may be closer to the truth just the same.

Perhaps the most surprising figure was the very high percentage of 62% of personal bankrupts who claimed to have suffered from either physical or mental

faillite. Les troubles allaient des attaques de toutes sortes à la dépression et de la perte de cheveux aux ulcères d'estomac. La plupart des troubles de santé indiqués étaient très graves, et c'est sans aucun doute le fait le plus inquiétant qu'a fait ressortir cette deuxième étude.

L'étude a aussi révélé que 61% des faillis répondants avaient vécu deux ou trois des traumatismes énumérés, ce qui est une indication du niveau élevée de stress dont ont souffert la plupart des faillis.

De nombreux faillis, soit 68%, ont mentionné d'autres traumatismes ne figurant pas sur la liste. Ils ont parlé d'être séparés de leur famille pendant de longues périodes, d'être ostracisés par la famille et les amis et de bien d'autres expériences semblables.

Il va sans dire que chacun des faillis touchés par les deux études a connu, en plus des traumatismes énumérés, ceux des procédures judiciaires et de l'interrogatoire de faillite, que bien des personnes ont décrits comme des événements très traumatisants en soi.

Les faits que font ressortir ces deux études, aussi imparfaites qu'elles soient chacune à sa façon, offrent néanmoins un aperçu statistique probable des prétentions de l'Association, à savoir que la faillite entraîne, plus souvent qu'autrement, des coûts personnels et sociaux écrasants par les faillis individuels concernés.

Nous n'avons fait aucune étude des dommages connexes subis par le conjoint ou d'autres membres de la famille, mais notre Association croit qu'ils sont presque aussi grands et, dans certains cas, encore plus grands.

Nous n'avons pas examiné officiellement les effets thérapeutiques de la faillite du point de vue des bénéfices tirés des mesures de protection offertes par la faillite. Nous étudierons cette question plus tard. Toutefois, d'après les impressions que nous ont laissées notre travail quotidien, peu de faillis tirent des bénéfices à cet égard. Un petit nombre de faillis parlent de leur soulagement à pouvoir repartir en neuf, mais la majorité trouvent le processus de relèvement difficile ou impossible, surtout ceux des groupes d'âge plus avancé.

illness in connection with their bankruptcies. Claims ranged from strokes to depression, from loss of hair to stomach ulcers. Most of the claims about health damage were very serious, and this was undoubtedly the most worrying feature of the second survey.

The survey also showed that 61% of the personal bankrupts involved suffered from either two or three of the life traumas listed, indicating the high level of stress involved for most bankrupts.

Many bankrupts, 68%, also made reference to other traumas not listed. They spoke of being separated from their families for long periods, of being ostracised by family and friends and many other similar experiences.

Of course, in the case of both surveys, aside from the traumas listed each bankrupt experienced the trauma of the legal proceedings and examination of bankruptcy in itself which many have described as a very traumatic event in its own right.

The evidence that emerges from both these surveys, however flawed they might be in their individual respects, nonetheless offers a likely statistical overview of the claims of the Association of Bankrupts that personal bankruptcy brings with it, more often than not, quite shattering personal and social costs to the individual bankrupts concerned.

No study has been made on the associated damage done to the spouse or other family members, but the general view gained by our Association is that damage done to others is nearly as great and even greater in some cases.

The therapeutic effects of bankruptcy, in terms of the benefits derived from the protections offered by bankruptcy, have not been formally examined. We will look at this at some later stage. Impressions gained, however, from our daily work is that very few personal bankrupts gain any benefit in this respect. Small numbers speak of the relief at being able to rebuild, but the majority find the process of rebuilding difficult to impossible, especially those in the older age brackets.

Dettes et santé

Notre Association a toujours observé une corrélation étroite entre l'endettement et les problèmes de santé. Et les résultats de nos études appuient très fortement cette constatation.

De façon générale, on a fait très peu de recherche dans ce domaine, mais le monde médical s'intéresse depuis quelque temps au problème.

Un des rares médecins qui s'intéressent à ce domaine, soit le professeur Brian Jarman, chef du service des soins de santé primaires de médecine générale au St. Mary's Hospital Medical School, de Londres, a rédigé un article intéressant publié dans le British Medical Journal en février 1985¹. Dans cet article, il indique qu'il a constaté l'existence d'un lien définitif entre les symptômes de maladie et les soucis financiers des patients de son cabinet de médecine générale. Lorsque je lui ai écrit, il m'a répondu qu'il découvrait de plus en plus de troubles liés à des difficultés financières.

Conclusion

Cet article a pour but de montrer que derrière les technicalités extrêmement complexes des lois concernant l'insolvabilité se trouve un problème humain tout aussi complexe qui est presque totalement laissé de côté par les services médicaux, sociaux et autres. Il est temps qu'on mette en lumière ce problème caché.

Debt and health

Our Association has always observed a high correlation between debt and health problems. And the evidence in our surveys supports this view very strongly.

Very little research has been done into this field generally, although the medical world has recently been waking up to the problem.

One of the few medical men interested in this field, Professor Brian Jarman, head of the primary health care department of general practice at St. Mary's Hospital Medical School in London wrote an interesting article for the British Medical Journal in February 1985¹. In it, he indicated he had found a definite link between health symptoms and financial problems amongst his patients in the separate general practice he runs. When I wrote to him he told me he was finding increasing problems related to financial difficulties.

Conclusion

The purpose of this article is to indicate that behind the highly complex technicalities of insolvency legislation lies an equally complex human problem that is virtually totally neglected by the medical, social and other services. It is time we drew back the net on this hidden problem.

1. Giving advice about welfare benefits in general practice - Brian Jarman, BMJ, 16 février 1985, 290, 522-524.

1. Giving advice about welfare benefits in general practice - Brian Jarman, BMJ, 16 Feb. 1985, 290, 522-4.

LES LICENCES DE SYNDIC DE FAILLITE*

par Elena Miller**

L'an dernier, plus de 30 000 entreprises et consommateurs déposaient leur bilan auprès de la Direction des faillites à Ottawa. Ces faillites représentaient des éléments d'actif de près de 1 milliard de dollars et des éléments de passif légèrement supérieurs à 3 milliards de dollars.

Dans chaque cas, on avait nommé un syndic de faillite. «Aux termes de la loi sur les faillites, il ne peut y avoir de faillite sans qu'un syndic ne soit nommé», explique Marc Mayrand, le responsable principal du groupe des politiques de la Direction des faillites.

L'attribution des licences de syndic est confiée au Surintendant des faillites, qui est également le directeur de la Direction des faillites qui, à son tour, relève du ministre de la Consommation et des Corporations. En moyenne, on attribue de 30 à 35 licences par an. À l'heure actuelle, on trouve quelque 700 syndics à travers le Canada.

Les fonctions types d'un syndic de faillite comprennent:

- **l'évaluation** des éléments d'actif et de passif du failli;
- **la prise de possession** des éléments d'actif, à l'exception des biens exonérés de la saisie;
- **la liquidation** des actifs et la distribution du produit aux créanciers, conformément aux prescriptions de la Loi sur les faillites.

* Cet article a été publié dans le numéro d'octobre 1987 du CGA Magazine.

** Mme Elena Miller est rédactrice adjointe du CGA Magazine.

TRUSTEE IN BANKRUPTCY LICENCES*

By Elena Miller**

Last year, more than 30,000 bankruptcies – both business and consumer debtor – were filed with the Bankruptcy Branch in Ottawa. These bankruptcies represented assets of almost \$1 billion and liabilities of just over \$3 billion.

For each bankruptcy, a trustee in bankruptcy was appointed. "Under the Bankruptcy Act, there can be no bankruptcy without a trustee," explains Marc Mayrand, head of the trustee licensing group at the Bankruptcy Branch.

Trustees in bankruptcy are licensed by the Superintendent of Bankruptcy, who is the director of the Bankruptcy Branch, as authorized by the Minister of Consumer and Corporate Affairs. On average, 30 to 35 licences are issued annually. At present, there are approximately 700 trustees across Canada.

Typical duties of a bankruptcy trustee include:

- **Determining** the assets and liabilities of the bankrupt business or person;
- **Taking possession** of the assets, except those exempt from seizure; and
- **Liquidating** the assets and distributing the proceeds to creditors as specified in the Bankruptcy Act.

* This article was published in the October 1987 issue of the CGA Magazine.

** Mrs. Elena Miller, B.A. is associate Editor for the CGA Magazine.

Les fonctions d'un syndic exigent des connaissances approfondies du droit de l'insolvabilité et énormément d'expérience en affaires, notamment en gestion et en comptabilité, raconte Mayrand. La plupart des syndics sont des comptables professionnels.

Pour obtenir une licence de syndic de faillite, un candidat doit réussir un examen écrit suivi d'un examen oral. L'examen écrit est préparé et administré par le Conseil canadien d'insolvabilité (CCI) en collaboration avec le Surintendant des faillites. Le Bureau du Surintendant des faillites se charge de l'examen oral.

L'examen écrit

En vertu d'un accord intervenu entre le CCI et la Direction des faillites le 10 septembre 1985, on a incorporé l'examen du CCI au processus d'attribution des licences du surintendant afin d'«éliminer la duplication d'efforts».

Ainsi, l'examen écrit a deux buts distincts:

- **il permet au CCI** de déterminer l'admissibilité des personnes souhaitant devenir membres de l'organisme;
- **il permet à la Direction des faillites** de déterminer quels candidats pourront se présenter à l'examen oral du conseil des examinateurs dans le cadre du processus d'attribution des licences.

Il n'est pas requis d'être membre du CCI pour se présenter à son examen. Le CCI, qui est affilié à l'Institut canadien des comptables agréés, exige que ses candidats terminent un programme de cours à étudier chez soi d'une durée de trois ans avant de se présenter à l'examen écrit.

Les autres personnes qui souhaitent se présenter à l'examen écrit du CCI doivent déposer une demande auprès du Surintendant des faillites. Par la suite, le Bureau du surintendant considère ces personnes comme étant des candidats à la licence de syndic de faillite.

Trustee work requires a thorough knowledge of insolvency law and considerable business experience, especially in management and accounting, says Mayrand. Most trustees have professional accounting designations.

In order to become a trustee in bankruptcy, an individual must complete a licensing process. This involves passing first a written and then an oral examination. The written examination is prepared and administered by the Canadian Insolvency Association (CIA) in collaboration with the Superintendent of Bankruptcy. The oral examination is given by the office of the Superintendent of Bankruptcy.

The written exam

Under an agreement between the CIA and the Bankruptcy Branch of September 10, 1985, the CIA written examination was incorporated into the superintendent's trustee licensing process "to eliminate duplication of effort."

The written examination thus serves two separate and distinct purposes:

- **For the CIA**, it is used to determine eligibility for general membership; and
- **For the Bankruptcy Branch**, it is used as part of its licensing process, to determine which candidates will be eligible to appear before the oral board of examiners.

The written examination is open to both CIA and non-CIA candidates. The CIA, which is affiliated with the Canadian Institute of Chartered Accountants, requires its candidates to complete a three-year self-directed study program before taking the written examination. Non-CIA candidates are not required to complete the CIA program before writing the exam.

Non-CIA candidates wishing to enter the written examination must apply to the Superintendent of Bankruptcy. Upon making the application, the individual is recognized by the Office of the Superintendent as a trustee in bankruptcy licensing candidate.

Le Bureau du Surintendant des faillites envoie au candidat une formule que celui-ci doit remplir et envoyer au Conseil canadien d'insolvabilité, ainsi qu'un chèque ou mandat de 175 \$ fait à l'ordre du CCI. Il doit également envoyer une copie de la formule à la Direction des faillites.

L'examen écrit est offert une fois par an, vers la fin de l'été ou au début de l'automne, dans les grandes villes du Canada. Les examens des années précédentes sont publiés annuellement dans le Bulletin d'insolvabilité, une parution mensuelle gratuite du Bureau du Surintendant des faillites. Les examens paraissent généralement dans le numéro de décembre.

Le CCI publie un programme donnant les grandes lignes des connaissances que doivent posséder les candidats avant de se présenter à l'examen écrit et les domaines susceptibles d'être abordés dans l'examen. Les cours du CCI, qui sont répartis en jeux de quatre devoirs pour chacun des niveaux 1, 2 et 3, sont accessibles aux intéressés.

L'examen écrit se compose en réalité de deux examens de trois heures présentés deux journées de suite. Un examen porte sur les missions relatives aux faillites et l'autre traite d'autres missions, tels les séquestres. On accorde 100 notes pour chaque examen, et le candidat doit obtenir au moins 50 points pour chaque examen et une note globale de 120 points pour les deux examens.

L'examen, qui est offert en français et en anglais, est préparé par un comité formé de membres du CCI et d'un représentant de la Direction des faillites. Le même comité se charge de la notation, et l'anonymat des candidats est assuré en tout temps. Les candidats autres que ceux du CCI reçoivent leurs notes d'examen de la Direction des faillites.

Qu'ils soient des candidats du CCI ou non, personne ne peut se présenter à l'examen écrit plus qu'à quatre reprises. Par ailleurs, aucune restriction n'est imposée quant à l'intervalle qui doit s'écouler entre les tentatives. Le Surintendant des faillites adjoint est habilité à permettre une cinquième reprise suivant réception d'une demande par écrit de la part du candidat qui a échoué les examens.

The applicant receives an application form from the Office of the Superintendent of Bankruptcy to complete and send to the Canadian Insolvency Association along with a cheque or money order payable to the CIA for \$175. A copy of the application form also should be sent to the Bankruptcy Branch for their records.

The written examination is held once a year in late summer/early fall in major cities across Canada. Copies of examinations from previous years are published annually in the Insolvency Bulletin, a free monthly publication available from the Bankruptcy Branch. The exam usually appears in the December issue.

The CIA publishes syllabus or "body of knowledge", which is designed to outline the minimum range of knowledge candidates are expected to acquire before attempting the written examination and the areas in which they can expect to be examined. CIA course materials are available in sets of four assignments for each of Levels 1, 2 and 3.

The written exam consists of two papers, each three hours long. The papers are written on two consecutive days. One paper concerns bankruptcy engagements, while the other concerns other types of engagements such as receiverships. Each paper is worth 100 marks, and to be successful, a candidate must obtain a total of 120 marks on both papers and at least 50 marks on each.

The written examination is prepared, in English and French, by a CIA committee on which a representative from the Bankruptcy Branch sits. It is marked by the same committee, and the anonymity of the applicant is protected at all times. The branch advises non-CIA candidates whether or not they have passed the examination.

All candidates – CIA and non-CIA alike – are limited to four attempts at passing the written examination. The time period in which the four attempts are made is not limited, and the assistant superintendent of bankruptcy may waive the four-attempt limitation following a written request from the unsuccessful candidate.

Bien que seuls les candidats du CCI deviennent automatiquement membres de l'organisme après avoir réussi l'examen écrit, ils sont tous admissibles à l'examen oral.

L'examen oral

Les droits d'inscription à l'examen oral sont de 250 \$ et doivent être versés au Receveur général du Canada. L'examen oral a lieu une fois par an, généralement à la fin de l'automne. Le conseil des examinateurs se compose d'un représentant du Surintendant des faillites, d'un représentant du barreau provincial et d'un syndic de faillite actif. Au cours de l'examen d'une durée d'environ une heure et demie, le candidat est appelé à jouer le rôle de syndic et à résoudre des problèmes présentés dans le cadre de divers scénarios d'insolvabilité.

Par la suite, le conseil présente au Surintendant des recommandations à l'égard de chaque candidat. Les recommandations sont examinées lorsque tous les candidats ont passé l'examen oral, après quoi il s'écoule quelque six à huit semaines avant que ces derniers apprenent s'ils sont acceptés comme syndics ou si certaines restrictions se rattachent à leur licence.

On n'attribue pas de licence de syndic de faillite aux personnes ayant une occupation qui est en conflit avec les devoirs et les responsabilités d'un syndic. Parmi les occupations inadmissibles, signalons celle d'agent de recouvrement, d'huissier et de représentant d'une association commerciale. En outre, les candidats doivent avoir une bonne réputation (la GRC vérifie les antécédents de chaque candidat).

Les personnes qui rencontrent les critères susmentionnés et réussissent à la fois l'examen oral et l'examen écrit reçoivent une licence de syndic de faillite, mais à la condition de ne pas accepter de mandat en leur propre nom sans l'autorisation expresse du Surintendant.

Un syndic de faillite qui désire exercer sa profession en son propre nom doit satisfaire aux exigences suivantes du surintendant:

Upon passing the written examination, CIA candidates become CIA members. Non-CIA candidates who register for and pass the CIA written examination do not become members of the CIA. They do, however, complete the first step of the bankruptcy trustee licensing process – passing the written examination – and they become eligible to sit for the oral examination.

The oral exam

Registration for the oral examination entails a \$250 fee payable to the Receiver General for Canada. Oral examinations are held once a year, usually in the late fall. The board consists of a representative of the Superintendent of Bankruptcy, a representative of the provincial bar and a practicing trustee in bankruptcy. It takes roughly an hour and a half, during which time the candidate is presented with various insolvency scenarios in which he/she assumes the position of trustee.

The oral board makes a recommendation on each candidate to the Superintendent, who considers the recommendations after all candidates have appeared before the board. Candidates are advised approximately six to eight weeks after the oral board is completed whether or not they will receive a trustee's licence and, where applicable, whether any conditions or restrictions apply.

Trustee in bankruptcy licences are not issued to applicants whose occupations conflict with the duties and responsibilities required of a bankruptcy trustee. Excluded occupations offered as a guide by the branch include collection agent, bailiff and trade association representative. In addition, the applicant must enjoy a good reputation in the community. (The RCMP checks the background of every applicant.)

An individual who meets the above criteria and who passes the written and oral examinations will be issued a trustee in bankruptcy licence on the condition that he/she does not accept any bankruptcy administrations under his/her own name until expressly authorized to do so by the superintendent.

Before allowing a licensed trustee to commence practice in his/her own name, the superintendent requires him/her to meet the following requirements:

- **la valeur nette** de ses actifs doit suffire à inspirer confiance à l'égard de sa stabilité financière;
- **ses installations** doivent convenir pour l'exercice de sa profession dans la région visée dans sa demande;
- **il doit remettre preuve à l'appui** d'une couverture d'assurance contre les détournements, pour ses employés, qui suffira à la protection des créanciers du patrimoine.

Une licence de syndic s'applique à une région donnée, une province en l'occurrence, et peut être attribuée à une société ou à un particulier. Une société qui souhaite obtenir une licence de syndic doit se conformer aux exigences suivantes:

- **elle ne doit pas** être inscrite à la Bourse;
- **la majorité des administrateurs** de la société doivent être titulaires d'une licence;
- **elle doit limiter** ses activités aux questions relatives à l'insolvabilité.

Alors que les licences des particuliers s'appliquent à une province seulement, celles des sociétés peuvent s'étendre à plusieurs régions, à la condition que l'un des syndics licenciés de la société soit domicilié dans chaque province en cause. Les syndics licenciés doivent verser une cotisation annuelle de 300 \$ au titre du renouvellement de leur licence.

- **The applicant's net financial worth** must be sufficient to warrant confidence in his/her financial stability;
- **The applicant must possess** adequate facilities to practice in the bankruptcy district to which he/she is applying; and
- **The applicant must provide** evidence of fidelity insurance coverage on his/her employees sufficient to protect estate creditors.

Licences are granted for bankruptcy districts, each province constituting one district. Licences can be issued to both individuals and corporations. To obtain a corporate licence, the following conditions must be met:

- **The corporation** must not be a publicly traded company;
- **A majority of the directors** of the corporation must hold individual licences; and
- **The corporation** must limit its activities to insolvency related matters.

Individual licences are issued for one district only, whereas corporate licences may be issued for more than one district, provided there is a licensed trustee from the firm residing in that province. Once a licence is issued, cost of annual renewal of a trustee in bankruptcy licence is \$300.

Statistiques

FAILLITES

mars 1988

Statistics

BANKRUPTCIES

March 1988

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	26	7	33	57	19	76
N.-É./N.S.	102	11	113	275	43	318
I.P.-É./P.E.I.	2	0	2	9	4	13
N.-B./N.B.	25	6	31	61	17	78
Québec	948	265	1,213	2,457	788	3,245
Ontario	671	158	829	1,907	451	2,358
Manitoba	94	25	119	269	69	338
Saskatchewan	61	47	108	200	134	334
Alberta	238	83	321	726	263	989
C.-B./B.C.	262	131	393	722	348	1,070
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	0	2	2
Yukon	1	2	3	2	4	6
Canada	2,430	735	3,165	6,685	2,142	8,827

PROPOSITIONS

mars 1988

PROPOSALS

March 1988

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
T.-N./Nfld.	0	1
N.-É./N.S.	3	9
I.P.-É./P.E.I.	0	4
N.-B./N.B.	2	10
Québec	14	50
Ontario	30	71
Manitoba	3	6
Saskatchewan	0	0
Alberta	4	8
C.-B./B.C.	8	18
T.N.-O./N.W.T.	0	0
Yukon	0	0
Canada	64	177

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE MARS 1988, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF MARCH 1988, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant — Current month		Cumul pour l'année — Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	1,000	2	27,158
Industries de la construction Construction Industries	1	49,825	1	49,825
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	47,248
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	3	284,947	9	920,974
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	2	395,607	6	497,553
Total	7	731,379	19	1,542,758
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries primaires Primary Industries	1	35,201	5	1,073,006
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	4	292,342
Industries de la construction Construction Industries	3	273,381	7	537,004
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	4	1,178,159
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	3	472,344	11	1,073,433
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	1	231,795
Services	4	277,589	11	812,246
Total	11	1,058,515	43	5,197,985
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	634,094
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	1	80,128
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	2	124,631
Total	0	0	4	838,853

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries primaires Primary Industries	1	75,735	1	75,735
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	2	932,782
Industries de la construction Construction Industries	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	62,760
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	59,545	6	462,566
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	1	39,865	2	89,528
Services	3	340,823	5	671,003
Total	6	515,968	17	2,294,374
QUÉBEC				
Industries primaires Primary Industries	8	1,940,726	22	3,942,145
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	22	2,877,133	56	33,379,157
Industries de la construction Construction Industries	27	4,800,338	79	11,662,565
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	19	1,126,292	40	3,640,267
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	93	10,637,415	310	32,861,670
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	6	546,288	11	17,135,818
Services	90	8,813,193	270	26,224,545
Total	265	30,741,385	788	128,846,167
ONTARIO				
Industries primaires Primary Industries	8	1,965,327	20	4,283,270
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	21	7,798,396	40	14,483,052
Industries de la construction Construction Industries	35	2,496,390	88	6,129,584
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	11	1,234,385	27	2,102,911
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	41	3,860,479	125	14,736,447
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	6	1,729,102	9	2,147,272
Services	36	4,209,273	142	20,376,952
Total	158	23,293,352	451	64,259,488

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries primaires Primary Industries	5	654,137	9	1,488,038
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	74,229	4	283,572
Industries de la construction Construction Industries	4	567,359	14	1,099,654
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	1	26,404	6	584,116
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	5	351,521	13	547,066
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	2	217,571
Services	9	1,136,061	21	3,133,158
Total	25	2,809,711	69	7,353,175
SASKATCHEWAN				
Industries primaires Primary Industries	14	2,631,863	40	8,172,074
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	1	112,793	7	9,558,884
Industries de la construction Construction Industries	4	538,578	14	1,315,921
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	5	526,619	8	776,362
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	14	1,628,975	45	6,905,654
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	1	173,683	3	1,206,375
Services	8	1,465,061	17	2,350,534
Total	47	7,077,572	134	30,285,804
ALBERTA				
Industries primaires Primary Industries	8	1,323,382	22	4,552,968
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	3	530,291	14	3,300,279
Industries de la construction Construction Industries	16	2,420,512	39	5,495,227
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	10	2,391,183	35	6,007,966
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	17	1,548,401	58	7,620,830
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	5	4,387,773	14	9,915,324
Services	24	5,127,064	81	19,075,207
Total	83	17,728,606	263	55,967,801

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries primaires Primary Industries	6	831,972	29	4,946,360
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	8	4,065,236	30	13,821,896
Industries de la construction Construction Industries	30	4,247,826	58	8,748,405
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	12	866,572	30	2,594,888
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	31	4,615,762	77	17,533,188
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	8	3,691,371	16	9,205,993
Services	36	4,942,769	108	27,996,267
Total	131	23,261,508	348	84,846,997
TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON/NORTHWEST TERRITORIES & YUKON				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	1	75,816	3	129,289
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	0	0
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	1	66,760
Services	1	19,907	2	19,909
Total	2	95,723	6	215,958
CANADA				
Industries primaires Primary Industries	51	9,458,343	148	28,533,596
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	57	15,459,078	159	76,079,122
Industries de la construction Construction Industries	120	15,394,209	300	35,038,185
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	59	6,247,271	156	17,758,060
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	208	23,459,389	655	82,741,956
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	27	10,568,082	59	40,216,436
Services	213	26,727,347	665	101,282,005
Total	735	107,313,719	2,142	381,649,360

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MARS 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MARCH 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	12	3	0	15	27,475	242,842
AUTRES/OTHERS	14	4	0	18	200,835	720,836
TOTAL	26	7	0	33	228,310	963,678
N.-É./N.S.						
HALIFAX	53	5	3	61	1,033,501	2,317,171
SYDNEY	6	1	0	7	3,150	121,641
SYDNEY MINES	2	0	0	2	700	9,555
AUTRES/OTHERS	41	5	0	46	424,395	1,232,545
TOTAL	102	11	3	116	1,461,746	3,680,912
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	2	0	0	2	19,225	122,936
AUTRES/OTHERS	0	0	0	0	0	0
TOTAL	2	0	0	2	19,225	122,936
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	2	0	0	2	5,200	38,927
MONCTON	8	1	0	9	45,850	211,535
SAINT-JOHN	3	1	0	4	98,900	176,704
AUTRES/OTHERS	12	4	2	18	190,420	551,728
TOTAL	25	6	2	33	340,370	978,894
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	1	0	0	1	100	12,490
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	13	7	1	21	1,118,360	2,353,589
DRUMMONDVILLE	4	5	0	9	43,227	208,494
GRANBY	9	2	0	11	104,663	255,944
HULL/GATINEAU/AYLMER	57	11	0	68	1,098,160	2,248,291
MONTREAL	479	96	8	583	6,749,331	29,658,461
QUÉBEC	67	26	0	93	922,557	3,519,382
RIMOUSKI	5	2	0	7	172,379	254,975
ROUYN	4	1	0	5	41,000	88,690
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	10	1	0	11	24,760	286,333
SHAWINIGAN	5	4	0	9	240,950	441,062
SHERBROOKE	16	5	0	21	176,300	682,271
SOREL	3	2	0	5	195,654	575,530
ST-HYACINTHE	4	3	0	7	9,132	259,580
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	7	0	0	7	39,350	141,343
ST-JERÔME	6	2	1	9	14,725	688,218
THETFORD MINES	0	0	0	0	0	0
TROIS-RIVIÈRES	5	8	0	13	555,574	1,217,115
VICTORIAVILLE	2	2	0	4	12,700	155,727
AUTRES/OTHERS	251	88	4	343	4,057,754	13,545,972
TOTAL	948	265	14	1,227	15,576,676	56,593,467

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MARS 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MARCH 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	5	2	1	8	50,339	896,909
BELLEVILLE	6	1	0	7	61,823	138,047
BRANTFORD	6	1	0	7	25,548	238,119
BROCKVILLE	6	1	0	7	100,075	162,391
CHATHAM	8	1	0	9	41,115	101,752
CORNWALL	10	0	0	10	16,061	101,784
GUELPH	2	3	0	5	168,180	662,709
HAMILTON	54	11	4	69	814,500	2,216,040
KINGSTON	17	2	0	19	93,126	604,049
KITCHENER	22	5	1	28	411,540	1,981,521
LONDON	25	0	0	25	69,579	496,452
MIDLAND	0	0	0	0	0	0
NORTH BAY	5	1	0	6	7,500	225,775
ORILLIA	0	0	0	0	0	0
OSHAWA	10	2	0	12	9,060	139,797
OTTAWA	72	11	2	85	1,227,836	3,131,338
OWEN SOUND	1	0	0	1	300	7,069
PETERBOROUGH	4	1	0	5	3,300	64,227
SARNIA	7	2	0	9	109,300	220,266
SAULT-STE-MARIE	8	0	0	8	38,100	135,248
ST-CATHARINES/NIAGARA	14	6	1	21	413,250	1,997,220
STRATFORD	0	0	0	0	0	0
SUDBURY	11	3	0	14	13,451	407,268
THUNDER BAY	3	0	0	3	3,953	28,597
TORONTO	227	57	18	302	3,202,597	18,137,921
TRENTON	2	0	0	2	1,751	10,980
WINDSOR	16	3	0	19	144,376	965,249
AUTRES/OTHERS	130	45	3	178	2,931,043	9,782,441
TOTAL	671	158	30	859	9,957,703	42,853,169
MANITOBA						
WINNIPEG	74	12	3	89	1,381,817	3,290,970
AUTRES/OTHERS	20	13	0	33	1,041,538	2,434,235
TOTAL	94	25	3	122	2,423,355	5,725,205
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	1	3	0	4	481,920	886,621
PRINCE ALBERT	4	1	0	5	85,700	201,937
REGINA	14	9	0	23	875,097	2,233,202
SASKATOON	21	10	0	31	1,093,380	2,625,642
AUTRES/OTHERS	21	24	0	45	1,778,170	4,492,965
TOTAL	61	47	0	108	4,314,267	10,440,367

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MARS 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MARCH 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	99	21	1	121	2,763,237	7,879,990
EDMONTON	73	28	0	101	2,463,348	11,503,078
MEDICINE HAT	3	2	0	5	232,275	897,949
AUTRES/OTHERS	63	32	3	98	2,325,239	5,145,165
TOTAL	238	83	4	325	7,784,099	25,426,182
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	3	1	0	4	6,550	87,512
COURTENAY	4	1	0	5	101,975	139,190
KAMLOOPS	8	3	0	11	215,063	578,660
KELOWNA	7	5	0	12	247,883	666,450
NANAIMO	9	2	0	11	46,800	565,629
PRINCE-GEORGE	16	5	0	21	559,795	1,581,676
TERRACE	4	0	0	4	67,426	90,044
VANCOUVER	114	53	6	173	9,814,256	29,430,407
VERNON	6	3	2	11	69,516	669,556
VICTORIA	19	7	0	26	118,465	875,980
AUTRES/OTHERS	72	51	0	123	1,965,446	7,852,865
TOTAL	262	131	8	401	13,213,175	42,537,969
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
YUKON						
TOTAL	1	2	0	3	32,800	124,401
CANADA						
TOTAL	2,430	735	64	3,229	55,351,726	189,447,180

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES TROIS PREMIERS MOIS DE 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED IN THE FIRST THREE
MONTHS OF 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	24	7	1	32	70,085	552,700
AUTRES/OTHERS	33	12	0	45	721,617	1,602,743
TOTAL	57	19	1	77	791,702	2,155,443
N.-É./N.S.						
HALIFAX	133	18	5	156	2,400,695	6,119,397
SYDNEY	26	4	0	30	110,751	608,932
SYDNEY MINES	5	3	0	8	54,800	199,277
AUTRES/OTHERS	111	18	4	133	1,366,749	4,386,561
TOTAL	275	43	9	327	3,932,995	11,314,167
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	6	1	0	7	149,818	782,056
AUTRES/OTHERS	3	3	4	10	911,910	3,554,825
TOTAL	9	4	4	17	1,061,728	4,336,881
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	9	2	0	11	270,700	499,531
MONCTON	10	3	1	14	110,365	513,028
SAINT-JOHN	10	4	3	17	202,445	1,199,618
AUTRES/OTHERS	32	8	6	46	742,755	2,240,960
TOTAL	61	17	10	88	1,326,265	4,453,137
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	5	0	0	5	1,925	140,084
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	36	16	3	55	1,722,891	3,710,004
DRUMMONDVILLE	17	11	0	28	127,076	726,765
GRANBY	30	7	0	37	277,463	829,658
HULL/GATINEAU/AYLMER	179	29	1	209	2,970,074	6,787,657
MONTRÉAL	1,144	291	26	1,461	22,185,856	126,246,519
QUÉBEC	196	74	3	273	18,345,007	26,360,517
RIMOUSKI	12	5	1	18	232,859	435,373
ROUYN	7	4	0	11	82,930	183,260
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	25	3	0	28	184,510	714,090
SHAWINIGAN	10	8	0	18	335,250	726,329
SHERBROOKE	55	18	0	73	701,676	2,213,812
SOREL	8	4	0	12	200,932	798,866
ST-HYACINTHE	13	5	0	18	36,901	491,415
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	15	4	0	19	49,900	386,990
ST-JÉRÔME	27	7	1	35	180,530	1,799,682
THETFORD MINES	4	2	1	7	163,950	287,473
TROIS-RIVIÈRES	23	20	1	44	1,073,325	2,367,813
VICTORIAVILLE	9	4	1	14	3,833,016	10,140,203
AUTRES/OTHERS	642	276	12	930	19,914,721	46,509,979
TOTAL	2,457	788	50	3,295	72,620,792	231,856,489

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES TROIS PREMIERS MOIS DE 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED IN THE FIRST THREE
MONTHS OF 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	13	4	6	23	156,264	1,268,471
BELLEVILLE	11	2	0	13	71,873	247,156
BRANTFORD	21	4	0	25	165,381	1,311,219
BROCKVILLE	11	1	0	12	105,525	200,919
CHATHAM	18	1	0	19	226,350	419,312
CORNWALL	20	5	0	25	98,708	568,592
GUELPH	18	4	0	22	186,860	920,858
HAMILTON	128	21	10	159	1,317,703	5,713,660
KINGSTON	33	5	0	38	135,478	1,043,882
KITCHENER	58	19	1	78	1,178,636	4,012,933
LONDON	61	14	1	76	603,396	2,576,261
MIDLAND	3	0	0	3	6,300	31,534
NORTH BAY	20	3	1	24	92,649	538,563
ORILLIA	7	0	2	9	33,000	139,111
OSHAWA	25	7	0	32	189,870	892,715
OTTAWA	212	44	7	263	4,070,354	13,215,393
OWEN SOUND	1	1	0	2	3,700	22,206
PETERBOROUGH	15	4	0	19	742,000	1,808,948
SARNIA	16	6	0	22	176,715	868,481
SAULT-STE-MARIE	28	2	0	30	245,824	803,785
ST-CATHARINES/NIAGARA	58	9	1	68	609,833	3,328,385
STRATFORD	2	1	0	3	7,300	47,907
SUDBURY	28	4	0	32	64,864	719,884
THUNDER BAY	15	2	0	17	113,311	452,970
TORONTO	641	145	35	821	10,650,140	49,007,114
TRENTON	2	0	0	2	1,751	10,980
WINDSOR	54	17	0	71	822,452	2,827,195
AUTRES/OTHERS	388	126	7	521	7,149,011	28,121,938
TOTAL	1,907	451	71	2,429	29,225,248	121,120,372
MANITOBA						
WINNIPEG	193	40	6	239	3,182,434	8,373,272
AUTRES/OTHERS	76	29	0	105	3,461,243	6,791,397
TOTAL	269	69	6	344	6,643,677	15,164,669
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	7	6	0	13	640,747	1,420,220
PRINCE ALBERT	8	2	0	10	242,660	832,252
REGINA	50	30	0	80	2,692,073	14,280,106
SASKATOON	72	32	0	104	3,345,272	8,151,609
AUTRES/OTHERS	63	64	0	127	5,498,552	13,678,800
TOTAL	200	134	0	334	12,419,304	38,362,987

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES TROIS PREMIERS MOIS DE 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED IN THE FIRST THREE
MONTHS OF 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	262	62	1	325	7,927,794	22,293,188
EDMONTON	239	82	4	325	8,377,621	29,583,319
MEDICINE HAT	7	4	0	11	434,577	1,318,368
AUTRES/OTHERS	218	115	3	336	8,583,319	27,513,052
TOTAL	726	263	8	997	25,323,311	80,707,927
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	7	1	0	8	12,900	148,688
COURTENAY	11	3	0	14	117,775	438,808
KAMLOOPS	22	10	0	32	786,325	5,742,780
KELOWNA	23	17	0	40	1,010,186	3,054,899
NANAIMO	22	3	0	25	302,250	1,120,842
PRINCE-GEORGE	30	18	0	48	1,130,791	3,745,225
TERRACE	9	1	0	10	127,426	237,416
VANCOUVER	339	141	13	493	16,941,849	84,039,957
VERNON	14	8	2	24	469,204	1,980,647
VICTORIA	46	20	0	66	3,049,092	10,036,533
AUTRES/OTHERS	199	126	3	328	12,172,066	36,666,765
TOTAL	722	348	18	1,088	36,119,864	147,212,560
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	2	0	2	501	1,002
YUKON						
TOTAL	2	4	0	6	45,850	274,429
CANADA						
TOTAL	6,685	2,142	177	9,004	189,511,237	656,960,063

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois de février 1988	Provinces participantes					
Report for the month of February 1988	Participating Provinces					
	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince-Édouard
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island
						Total
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	55	10	1	8	34	1
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month						109
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	253,642.04	87,784.78	33,882.26	19,084.91	148,647,692,725.00	545,766.68
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month						
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	490,341.72	167,313.46	71,702.46	23,484.77	143,712.31	896,554.72
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month						
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	55	17	9	8	29	1
Total number of terminations and defaults during the month						119

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommation et Corporations Canada - Faillites
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

2919-5th Avenue N.E.
Calgary, Alberta
T2A 6T8
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 655
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy Favreau
200, boul. Dorchester ouest
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/495-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/645-4034

410, boul. Charest est
4ième étage
Québec, Québec
G1K 8G3
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819/564-5742

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/675-0636

1489 Hollis Street
Suite 1500
Halifax, Nova Scotia
B3J 3M5
Tel: 902/426-2900

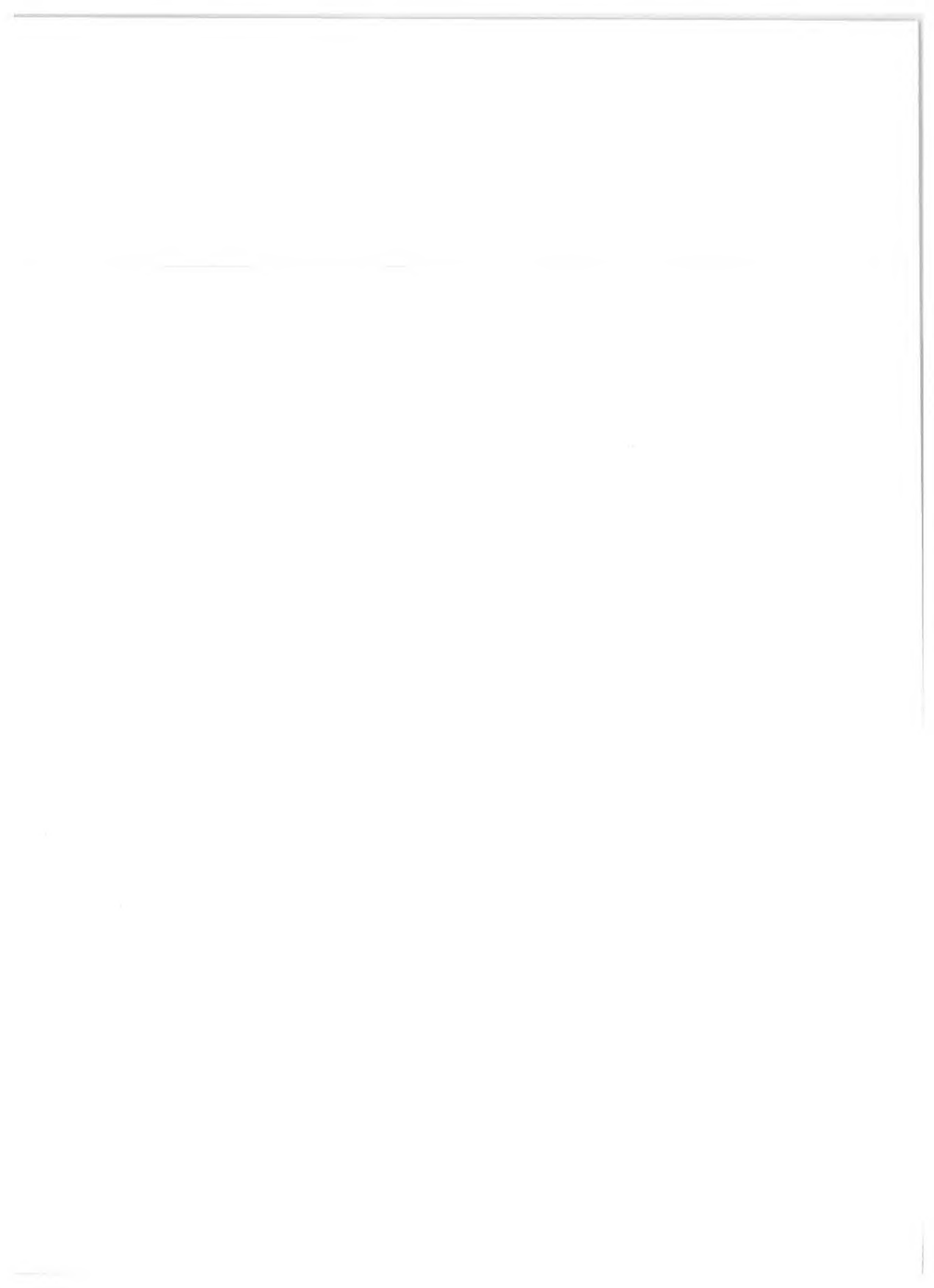
En cas de changement d'adresse, s.v.p. aviser
notre bureau le plus tôt possible en complétant
et retournant le formulaire ci-dessous à l'adresse
suivante:

If change of address, please advise our office as
soon as possible by filling in and returning the
completed form hereunder to the following
address:

Bulletin sur l'Insolvabilité
Consommation et Corporations - Canada
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Insolvency Bulletin
Consumer and Corporate Affairs - Canada
Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

Indiquer les lettres et les chiffres qui figurent sur l'étiquette-adresse		Quote all letters and numbers shown on address label	Code d'abonnement Subscription Code	
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse			Change of Address Notice to Publisher	
Nom		Name		
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue		P.O. Box, R.R. or Apt. No., No. and Street		
Ville	City	Province	Postal CODE postal	
		Canada		
Le destinataire est déménagé à: Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue		The Addressee has Moved to: P.O. Box, R.R. or Apt. No., and Street		
Ville	City	Province	Postal CODE postal	



R 460 D 075971-8
DEPT C.&C.A., E.A. HARRINGTON
LIBRARY, PL. DU PORTAGE, PH. 1,
12TH FL., 1 VICTORIA ST
HULL PQ K1A 0C9

	Canada Post Postage Paid	Postes Canada Post payé
Book rate K1A 0S7		
Tarif des livres K1A 0S7		
Ottawa, Canada		

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

